

La jacquerie du printemps 1907 en Roumanie. Regard socialiste sur la modernité en crise

Lucie GUESNIER

89

Après la guerre de 1877-1878 entre les Empires russe et ottoman, la Roumanie obtint la reconnaissance de son indépendance. Cet article a pour objet d'observer le point de vue des socialistes sur l'état de la modernisation administrative et politique du pays, trente ans après la signature du traité de Berlin, alors que les campagnes du jeune État-nation subissaient une nouvelle vague de révoltes.

Quarante-trois ans après la réforme agraire¹, dont les objectifs avaient été d'émanciper les paysans du servage et de leur donner accès à la propriété foncière selon les principes de modernisation de ces régions en voie d'affranchissement du protectorat des Empires, l'agitation sociale dans les campagnes roumaines au cours du printemps 1907 avait levé un point d'interrogation sur les modalités de construction de l'État-nation dans le langage de la modernité. Nourrie par les idéaux républicains de 1848, la génération des libéraux radicaux roumains, autour du couple Bratianu-Rosetti², s'était confrontée, dans l'exercice des fonctions gouvernementales, à des *realpolitiks* locales et conjoncturelles bien éloignées des principes de Jules Michelet ou de Louis Blanc, suscitant un sentiment de déception parmi ceux qu'on appelait « les rouges » et ouvrant un espace politique de contestation. Les socialistes, en quête d'emprise sur le monde contemporain, s'en emparèrent dans une critique de la modernité telle qu'elle semblait négliger le monde de la paysannerie. C'est de leur point de vue que nous nous pencherons sur les révoltes paysannes du printemps 1907, en posant la question des adéquations de la doctrine socialiste avec le mouvement social. Aborder les modalités de la contestation, dans la langue des socialistes au début du XX^e siècle, c'est nécessairement interroger l'historiographie sur le sujet dans sa dimension mythologique, d'autant plus qu'elle fut le monopole

1 Adoptée en 1864, à l'initiative du Premier ministre libéral Mihai Kogalniceanu, après l'unification des provinces de Moldavie et de Valachie dans le cadre de la construction de l'État national roumain (dont l'indépendance est finalement reconnue par le Traité de Berlin en 1878).

2 Constantin Alexandru Rosetti et Ion Constantin Bratianu furent les fondateurs du Parti national libéral en Roumanie, autour duquel se constitue l'appareil administratif et politique de l'État national roumain dans les années 1870-1880.

du Parti Communiste Roumain pendant presque quarante-cinq ans, entre 1945 et 1989.

Comment écrit-on l'histoire d'une révolte quand son historiographie est prise dans des logiques idéologiques ?

90 L'abondance des analyses et de la littérature roumaines concernant la révolte paysanne de 1907 montre combien cette dernière marqua non seulement la génération des contemporains, mais aussi tout le XX^e siècle. Historiens, artistes, écrivains utilisèrent l'événement pour critiquer les lacunes d'une société en quête de modernité³. L'impact dans le monde de la littérature se lit chez Ion Luca Caragiale⁴, grand dramaturge, dans son long article mordant et désenchanté « *din primavara pana'n toamna*⁵ » (« du printemps à l'automne »). Ému par ces « presque cinq millions d'êtres humains qui s'agit(ai)ent, âmes offensées par cette oppression qui dur(ait) depuis trop longtemps », il exprima sa compassion pour « un monde qui (savait) trop bien ce que (c'était) que de mourir comme des bêtes plutôt que de vivre comme des hommes »⁶. De même, Panait Istrati⁷ écrivit sa célèbre nouvelle sur le sujet, « Les chardons du Baragan »⁸, parue à son retour d'URSS, en 1928, qu'il dédia « au peuple de Roumanie, à ses onze mille assassinés par le gouvernement roumain, aux villages (...) rasés à coups de canon, crimes perpétrés en mars 1907 et restés impunis »⁹. Les socialistes de l'époque participèrent au débat et Constantin Dobrogeanu-Gherea en tira une de ses œuvres principales, une synthèse marxiste sur la situation dans les campagnes roumaines « *Neoiobagia* »¹⁰, écrite en 1910. Lev Trotski, correspondant de guerre dans les Balkans en 1912-13 pour le quotidien démocrate-radical ukrainien *Kievskaja Mysl*, peignit également à cette occasion « le portrait politique d'un vainqueur »¹¹, dans lequel il mettait le doigt sur les conséquences dans les campagnes des résidus de la féodalité et d'une modernisation à deux vitesses.

3 Par exemple, celui que l'on considérait comme le grand historien de la paysannerie, ROSETTI Radu, publia un ouvrage suite au printemps 1907, dans lequel il dresse un tableau de la réalité dans les campagnes *Pentru ce s-au rasculat Taranii* (pourquoi les paysans se sont-ils soulevés), Soccec, Bucarest, 1908. On retrouve de nombreuses poésies, chansons populaires ou pièces de théâtre qui abordaient la misère des paysans sur le ton de l'empathie et de la révolte. Voir le recueil de poésie révolutionnaire, DEAC Augustin, Pintean, Teodor, *Poezii muncitoresti revolutionare din Romania, 1872-1944* (Les poésies ouvrière révolutionnaires de Roumanie), Minerva, Bucarest, 1970, qui contient un grand nombre de reproductions de poésies à caractère social au cours de la période, ainsi que la pièce de théâtre publiée par le socialiste-anarchiste Ion Neagu-Negulescu, *Calaii, scena de la 1907* (Les bourreaux, scène de 1907), editura Universitatii Populare Socialiste, Campina, 1908.

4 Ion Luca Caragiale fut un dramaturge, poète et écrivain, que son œuvre critique et satirique à l'égard des élites politiques roumaines a rendu célèbre. Il meurt en 1912.

5 En français, dans le recueil de textes, CARAGIALE Ion Luca, *Leffroyable suicide de la rue de la Fidélité*, Héros-Limite, Genève, 2012, pp. 245-269.

6 CARAGIALE Ion Luca, *op. cit.*, pp. 265-266.

7 Né en 1884, Panait Istrati, surnommé le « Gorki de Balkans » pour son talent littéraire teinté de convictions politiques, fut un publiciste et écrivain roumain, dont l'œuvre littéraire, écrite en grande partie en langue française, s'inspire de sa propre jeunesse dans les milieux modestes de la Roumanie du début du siècle.

8 ISTRATI Panait, *Les Chardons du Baragan*, Phébus, vol. III, Paris, 2006.

9 ISTRATI Panait, préface à la première édition chez Grasset, mars 1928. Romain Rolland, à qui l'auteur devait sa notoriété en France, le félicita dans une lettre en ces termes : « J'ai dévoré vos chardons, comme un âne. Il y a toute la sève et le feu de la terre là dedans », dans *ibid.*, p. 1.

10 DOBROGEANU-GHEREA, *Neoiobagia, Studiu economico-sociologic al problemei noastre agrare* (« Le néoservage, étude socio-économique de notre problème agricole »), Soccec, Bucuresti, 1910.

11 TROTSKI Lev, *Les guerres balkaniques, 1912-1913*, Science Marxiste, 2002 (première édition en russe écrite en 1926), pp. 305-353.

Récupérant cette tonalité contestataire, les communistes, après la deuxième guerre mondiale, firent de la révolte paysanne de 1907 l'un des archétypes favoris du marxisme en Roumanie et de nombreuses analyses des historiens de l'Institut d'Histoire du Parti¹² reprisent les événements comme autant de manifestations de la lutte des classes entre les paysans opprimés et l'État propriétaire-bourgeois oppresseur¹³. Comme illustration de ce langage relativement uniforme, citons cet extrait des années 1960 : « La révolte de 1907 représent(ait) l'un des moments culminants des luttes de libération sociale de l'histoire des paysans. Cet événement remarquable des luttes passées, porté par le peuple roumain occup(ait) également une place importante au plan mondial, dans le cadre des tempêtes révolutionnaires et des grandes époques de lutte des classes du début du XX^e siècle »¹⁴. Dès lors le thème des révoltes agraires fut délimité dans le cadre de manifestations de type prolétariennes, coordonnées et nationales, brouillant la relecture et la nature de ces mouvements sociaux. Pour les camarades du PCR, 1907 joua le rôle de mythe fondateur de la lutte des classes parmi les paysans dans sa dimension nationaliste. Ces manifestations, qualifiées en 1907 de *soulèvements* ou de *révoltes*, furent décrites par les communistes comme *une grande révolte paysanne nationale*, qualificatif qui en dit long sur les intentions sous-jacentes. Le régime avait besoin, pour des questions de légitimation, de l'histoire d'une mobilisation prolétarienne dans les campagnes ainsi que d'une révolte à caractère national¹⁵. Depuis, les études post-89 l'évoquent ici ou là, surtout pour déconstruire l'histoire des communistes et pour mettre en doute les chiffres exagérés de la répression (le chiffre le plus répandu, 11 000 morts, fut rarement remis en question depuis 1907). Ainsi, les historiens contemporains qui reviennent sur 1907 entrent dans des interrogations du type : « quel fut le nombre réel de morts ? »¹⁷ (les décomptes récents tendent vers plutôt 2000 à 2500 morts) ou « comment qualifier les mesures de l'armée, crime ou répression ? ». Ces tentatives de retour sur 1907, focalisées sur la *réalité* des événements, bien qu'elles soient nécessaires pour saisir la part du mythe dans l'imaginaire communiste, n'apportent

12 Fondé en 1951, l'Institut d'Histoire du Parti devint l'Institut d'études historiques et socio-politiques auprès du Comité Central du Parti Communiste Roumain (I.S.I.S.P de pe linga C.C. Al P.C.R) en 1966. Il se chargea d'écrire l'histoire des mouvements ouvriers, socialistes et socio-démocrates de Roumanie et d'ailleurs, selon les principes de la propagande officielle du Parti Communiste Roumain.

13 La liste est longue mais on peut citer en premier lieu le travail de Mihail Roller, qui dès 1948 fut chargé par l'Académie de la République Populaire Roumaine de réunir et de publier les archives concernant les révoltes paysannes de la fin du XIX^e siècle, celle de 1888 et celle de 1907. Ces archives ont été publiées en 3 volumes, dès 1948, 1950, aux éditions de l'Etat (editura de stat). On peut aussi consulter les documents sur le sujet produits par les cercles socialistes ainsi que les articles du journal socialiste *Romania Muncitoare* regroupés dans le volume Documente... 1900-1909.

14 HURUZEANU Damian, « Miscarea muncitoreasc din Romania si rascoala taranilor din 1907 » (Le mouvement ouvrier en Roumanie et la révolte paysanne de 1907), dans COPOIU Nicolae, *Refacerea Partidului Social-démocrat din Romania (1900-1910)* (« Le refondation du Parti Social-démocrate roumain, 1900-1910 »), editura Stiintifica, Bucuresti, 1966, p.142 (ma trad.).

15 Sur le sujet du national-communisme en Roumanie, voir GRIDAN Irina, « Du communisme national au national-communisme » dans Réactions à la soviétisation dans la Roumanie des années 1960, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2011/1 n° 109, pp. 113-127.

16 Voir l'article de SPERLEA Florin, « Armata si rascoala din 1907. Care est cifra reala a celor ucisi » (« L'armée et la révolte de 1907. Quel est le chiffre réel des morts »), dans *Historia*, 13 janvier 2011.

17 Voir l'interview adressée à trois historiens roumains sur cette question « 1907, Crima de masa sau simpla represiune ? » (« 1907, crime de masse ou simple répression ? ») dans *Historia*, 4 mai 2010.

guère d'éléments sur ce que ces mouvements sociaux suscitérent comme projets de société alternatifs. Par ailleurs, hormis ces quelques articles parus les dix dernières années, le printemps 1907 n'intéresse plus vraiment les chercheurs aujourd'hui, certainement certainement parce que le sujet demeure délicat, depuis les récupérations d'après-guerre. D'autres part, les études sur le XX^e siècle roumain privilégient davantage la fondation de l'État-nation dans la pensée libérale, que l'histoire communiste a largement négligée. Dans cette historiographie contrastée, exagérément abondante jusqu'en 1989 et quasiment absente depuis, aborder le printemps 1907, c'est s'engager sur le terrain d'un débat d'interprétations difficilement solvable, si on s'y maintient. Il semble qu'une manière de s'en extraire réside dans la méthode d'approche. Il s'agit de porter l'attention sur le « principe d'espérance » cher à Ernst Bloch, qui revisite la notion d'utopie¹⁸. Ainsi, c'est au creux des aspérités du temps qu'il est possible de glaner les traces d'espoirs, logées dans les imaginaires collectifs et qui interrompent la continuité du récit historique de la modernité. S'il appartient à l'historien de mettre au jour les ressorts des discours politiques qui se structurèrent autour de 1907, aussi bien dans le camp des libéraux que dans celui des conservateurs, notre intention ici est précisément de faire émerger les voix du passé à la frontière des discours politiques dominants. En effet, ces dernières, dans la langue des utopies, participèrent elles aussi au mouvement de l'histoire. C'est donc à l'endroit des pensées socialistes en gestation que nous abordons ce printemps 1907. Et comme le suggère Michèle Riot-Sarcey dans une réflexion sur « socialisme ou utopie », le socialisme et l'utopie se confondent là où l'utopie est davantage « un mode de penser le devenir de l'humanité qu'une projection vers un ailleurs inaccessible »¹⁹. Nous tentons donc de montrer de quelle manière les mouvements sociaux de 1907 alimentèrent la formulation de la contestation, dans le cadre de la pensée socialiste roumaine en cours de légitimation. En d'autres termes, nous essayons de raconter ce que M. Riot-Sarcey appelle « l'écart entre la perception d'un quotidien et la projection dans une autre réalité, alors jugée possible »²⁰.

Au printemps 1907, pendant que les paysans réclamaient « la terre », les autorités exigèrent l'ordre. Les socialistes dans l'émotion de la répression

Le cri du printemps 1907

Quelques mois avant le printemps 1907, quand les campagnes s'embrasèrent sous le signe de la colère, levant le rideau sur l'envers du décor, la Roumanie célébrait la quarantième année du règne de Charles I^{er} de la dynastie Hohenzollern, promoteur de

18 BLOCH Ernst, *Le Principe d'espérance*, Gallimard, Paris, 1976, 536 p.

19 RIOT-SARCEY Michèle, « Socialisme ou utopie. Le moment 1848 », dans GRANGE Juliette, MUSSO Pierre (dir.), *Les Socialismes*, Le bord de l'eau, 2012.

20 A propos des utopies concrètes, RIOT-SARCEY Michèle, *Le Réel de l'utopie, essai sur le politique au XIX^{ème} siècle*, Albin Michel, Paris 1998, p. 7.

la modernisation du pays selon les principes occidentaux. En novembre 1906, à l'occasion du jubilé du règne de Charles I^{er}²¹, le ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce se targuait de pouvoir enfin « montrer aux étrangers et aux roumains (...) la place que la Roumanie avait su gagner au sein des nations européennes²² », au cours de ces quarante années de modernisation. Il se référait sans doute à la situation économique de la Roumanie qui, du point de vue de ses exportations, faisait figure de bonne élève dans le jeu européen. En effet, la balance commerciale de la Roumanie affichait des soldes positifs depuis 1900 (à l'exception de l'année 1904)²³. Mais le ministre passait sous silence les conditions de vie de plus de 80% de la population, dont le quotidien dans les campagnes avait été réduit « à des conditions de servage, au bénéfice de l'oligarchie rurale qui constituait le principal soutien du gouvernement de la clique des boyards et des ciocoï »²⁴, et qui, depuis près d'un demi-siècle, manifestait de manière cyclique et sporadique les insuffisances de l'État moderne. Quelques deux mois et demi après cet anniversaire, les paysans allaient dévaster une fois encore ce qu'ils considéraient comme les endroits de leurs frustrations, dont la meilleure synthèse semble se trouver dans le cri que l'on entendait de part et d'autre : « de la terre »²⁵. Cette étincelle se répandit dans le reste de la région puis dans le reste du pays. L'agitation se fit telle que le consul de France à Iasi en référa à Paris. Selon lui, dans les districts moldaves de Dorohoi, Botoșani, Iasi, environ 26 000 révoltés agitaient les campagnes moldaves au tout début du mois de mars²⁶. On réclamait « 25 lei Falcea » (c'est-à-dire 25 lei pour un hectare et demi de terre), cri qui se propagea dans tout le pays et atteignit son apogée en Valachie à la fin du mois de mars. En effet, le même consul notait que le prix des terres avait plus que triplé en quelques années (on était passé de 25 lei Falcea en 1899 à 70 ou 80 lei Falcea en 1907)²⁷.

La mobilisation des socialistes autour des scandales de la répression

Tandis que pendant le mois de mars 1907, la focale était axée sur les dévastations commises par les paysans, le mois d'avril, à la suite du vote par le parlement de l'État de siège, révéla aux lecteurs les exactions de l'armée, multipliant les témoignages des tribunaux militaires improvisés dans les communes, les exécutions sommaires, les

21 Carol I^{er}, prince souverain des provinces unies, puis premier roi de Roumanie après l'indépendance. Il régna 48 années, la plupart du temps entouré par un gouvernement libéral, jusqu'en 1914.

22 Ion N. Lahovari, à l'occasion de l'exposition au jubilé du règne de Carol I, le 23 novembre 1906, dans ȘPERLEA, F., DRĂGHICI, L., STĂNESCU, M., (Coord.) *Armata română și răscoala din 1907 Documente*, editura militară, București, 2007, p. 7.

23 En 1907, les produits du sol représentent 87% des exportations de Roumanie, voir *Annuaire statistique de la Roumanie*, impremeria statului, Bucuresti, 1912, p. 321-322.

24 *Ciocoï*, littéralement *parvenus*, désigne cette classe de nouveaux propriétaires terriens qui bénéficièrent de la réforme agraire de 1864, au dépend des paysans, cf. TROTSKI, Lev, *op. cit.*, p. 334

25 Ce cri est cité dans de nombreux articles, repris dans les textes posthumes. Il était déjà dans les esprits puisqu'en 1894, George Cosbuc écrivit une poésie prémonitoire, « Noi vrem pamânt » (« nous voulons la terre »), publiée dans *Vatra*, n°3, 1894 repris dans la presse. Le journal *Lupta (La Lutte)* de Budapest titre ainsi le rapport sur la révolte paysanne en Roumanie, en quatre articles, publiés entre le 11 au 18 mars 1907, de même que *Vocea Dreptatei (La Voix du droit)*, publie un article « vrem pamant! », le 11 mars 1907. Le consul de France à Iasi mentionne également ce cri dans son rapport au MAE, doc 76-77, dossier n°2, N.S., 12 mars 1907.

26 D'après le rapport du Consul de France à Iasi au MAE, *op. cit.*

27 *Ibid.*, Bucarest, doc n°78, 16 mars 1907.

villages bombardés. Et alors que le journal du parti libéral, *Vointa Nationala* (*La Volonté nationale*) lançait au mois de mars des appels adressés aux notables locaux, maires, instituteurs, prêtres, afin que ceux-ci rétablissent l'ordre dans leurs communes, au mois d'avril, ces mêmes notables furent les premiers à subir la répression de l'armée du général Averescu²⁸. Dans les colonnes de *Adevarul* (*La Vérité*), le journal du social-démocrate Constantin Mille²⁹, on peut lire des témoignages du type : « L'officier en charge a tiré sur le prêtre et sur le secrétaire de la commune de Corcova... ». Ou encore : « Le village d'Oprisor a été bombardé, parce qu'il était considéré comme une commune de voleurs. Les gens furent tués massivement ». Et plus loin : « Le plus horrible, c'est le tribunal mis en place par les officiers dans la commune de Gîrlamare, composé de deux grecs aubergistes, deux intendants, et cinq paysans koulaks³⁰, (...). C'est ainsi que fut fusillé Stan Barabt, le nouveau maire élu avec quinze autres malchanceux »³¹. Le socialiste Constantin Mille, dans le même numéro, parlait dans une verve offusquée de « guerre civile », vision qui, avec le recul, semble exagérée, compte tenu du fait que si d'un côté l'armée avait effectivement déployé l'ensemble des forces que prévoyait l'état de siège, on ne voyait pas se former du côté des paysans de groupe armé identifiable comme tel.

La deuxième phase de la répression vint donner un point final à la contestation. Après les exécutions sommaires, les perquisitions et les arrestations vinrent clôturer l'œuvre de dissuasion de gouvernement libéral. Theodor D. Speranta, qui se présentait comme député des paysans aux élections parlementaires, ainsi que N. Iorga et Vasile M. Kogalniceanu furent traduits en justice. Ce dernier, fils de l'initiateur de la loi sur l'émancipation des paysans de 1864, était le fondateur d'un parti paysan et auteur d'une revue *La question paysanne* où il manifestait son soutien à la cause des paysans. De même pour Ionescu-Lungu, professeur dans le district de Ploiesti, suspecté d'avoir activé dans les campagnes une « association secrète de paysans »³².

Ce qui traverse ces récits et témoignages, c'est l'atmosphère de confusion qui régnait et l'impossibilité pour les autorités ainsi que pour la presse partisane de jeter la responsabilité de la révolte sur un groupe social en particulier. Ainsi, chacun a su interpréter ce printemps 1907 selon ses propres convictions : les libéraux ont vu les causes de la révolte dans le péril juif et reprochèrent aux conservateurs d'avoir pactisé avec la finance étrangère³³ ; par ailleurs, les conservateurs en imputèrent la

28 Nommé par le roi Charles I^{er} ministre de la guerre dans le gouvernement libéral de Sturdza, le général Averescu eut l'occasion de montrer sa détermination militaire pendant la deuxième guerre balkanique, au cours de laquelle il conduisit l'armée roumaine en Bulgarie, jusqu'à Sofia, pendant l'offensive de l'été 1913. Il fut ensuite nommé commandant de l'armée roumaine pendant la Première Guerre mondiale et prit part aux négociations de la paix en 1918, en tant que premier ministre, fonction qu'il occupa à plusieurs reprises dans l'entre-deux-guerres.

29 Constantin Mille fit parti des socialistes de la première heure en Roumanie, influencés par les réfugiés russes et les mouvements populistes. Partisan de l'émancipation des paysans, il participa à la fondation du parti social-démocrate de Roumanie en 1893, et fut actif dans diverses publications à tendance marxiste.

30 En Roumain le terme utilisé est *Chiaburi*, que l'on peut traduire par *Koulak*. Il désigne, avant la révolution de 1917, les paysans propriétaires qui possédaient plusieurs fermes et qui employaient des ouvriers agricoles pour les faire travailler.

31 Témoignages de l'avocat député Radulescu-Mehedinti, pour le journal *Adevarul*, 1^{er} avril 1907.

32 *Adevarul*, 12 avril 1907.

33 Voir le journal libéral, *Vointa Nationala*, dans lequel des articles développaient quotidiennement ce genre de théories.

responsabilité à l'État libéral issu de 1848, qui avait mis en place la réforme agraire dans des formes insuffisantes pour la nation roumaine. Quelles que soient les interprétations, la dimension globale de la répression, qui toucha paysans, notables, intellectuels, étudiants, juifs et socialistes³⁴, figea le pays dans l'émotion, suscitant toute une mythologie partisane. Ce qui semble avoir alimenté le mythe du printemps 1907, bien plus que la colère endémique des paysans, se trouve donc davantage dans les modalités de réponse et de contrôle que ces mouvements sociaux inspirèrent à l'État-nation en quête de légitimation. En effet, les structures administratives et législatives de la modernité, incarnées dans les communes par les préfetures, apprenaient à formuler des réponses adaptées à l'ampleur du projet. Et face à ces nouvelles catégories sociales en quête d'identité collective, ayant quitté le servage pour entrer dans les circuits du salariat agricole, le dialogue État/nation devait trouver ses ajustements. En d'autres termes, l'État moderne roumain devait découvrir le langage du contrôle et de l'endiguement. Et la réponse armée qu'il adressa en 1907 semble avoir bien plus participé au mythe fondateur de la révolte que ne le firent les paysans, fourches et gourdins en main. Les soulèvements ruraux de 1907, par la dynamique de débats d'opinion qu'ils ont engendrés, dépassant le monde paysan, jetèrent sur la société roumaine, le temps d'un instant, un voile de doutes concernant l'avenir. Quelle que soit la tournure des possibles, ceux-ci furent d'autant plus variés et audacieux qu'on se trouvait dans une situation particulièrement marquée par la violence et que l'émotion partagée suscitait l'imagination. Alors que les libéraux aux commandes de l'État virent dans cette rupture le signe d'une inquiétude concernant l'avenir et la nécessité de renforcer les structures de la nation *via* la répression, les socialistes, non moins inquiets pour l'avenir, s'engouffrèrent dans la brèche ouverte pour formuler des revendications liées à la nécessité d'une transformation radicale de la société roumaine.

Ce que révélait cette répression, au-delà de la crainte d'un emballement dans les campagnes, c'est surtout un ensemble de problématiques liées aux lacunes des processus de modernisation de l'État et aux difficultés des socialistes à s'en emparer pour leur doctrine. Dans le langage de l'Internationale, les liens désormais possibles entre les villes et les campagnes représentaient des espoirs à saisir. Panait Musoiu, militant socialiste-anarchiste, soucieux de rapporter les événements à caractère social dans le journal qu'il avait fondé, *Revista Ideei*³⁵, consacra les colonnes de l'année 1907 aux récits grisants de solidarité entre les ouvriers et les paysans : un témoin racontait que des paysans arrêtés en Moldavie rencontrèrent la solidarité des ouvriers cheminots de la gare de Pascani³⁶. D'autres récits mentionnent que les généraux se confrontaient

34 On remarque, dans les archives de la DPSG de nombreuses expulsions de juifs et de militants socialistes au cours de l'année 1907, dont la plus célèbre est celle du militant socialiste révolutionnaire Christian Rakovski, fondateur du journal *Romania Muncitoare*.

35 *Revista Ideei* fut une revue de critique sociale, à tendance anarchiste, qui couvrit les quinze premières années du XX^e siècle. Son fondateur Panait Musoiu était en contact avec les réseaux anarchistes européens et fiché dans les rapports de police comme tel pour avoir traduit et diffusé les œuvres de Kropotkine en Roumanie ou témoigné de l'injustice du sort infligé à Francisco Ferrer.

36 Témoignage de OMEGA, « Grozavile din nordul moldovei » (« les horreurs du nord de la Moldavie »), dans *Revista Ideei* publiée par MUSOIU Panait, mars 1907. Les ouvriers solidaires subirent la répression de la préfeture et ils furent arrêtés, parfois torturés, de même qu'on interdit leur syndicat.

au refus des soldats de tirer sur leurs frères paysans. Et le journal fondé par le socialiste internationaliste, Christian Rakovski³⁷, *Romania Muncitoare* (*La Roumanie ouvrière*) d'appeler les soldats à tirer crosse en l'air³⁸.

Dans la confusion du printemps 1907, les socialistes tentèrent de sédimenter leur rhétorique sur les pratiques contestataires des paysans

96 À partir du mois de mars, la révolte prit une tournure plus inquiétante, puisque le gouvernement conservateur ne parvenait pas à en maîtriser l'étendue³⁹. Au cœur de la révolte, le cercle socialiste de Bucarest, *Romania Muncitoare* (*La Roumanie ouvrière*), organisa un meeting de solidarité avec les paysans, le 11 mars 1907 à l'issue duquel fut adoptée une motion précisant les positions des socialistes concernant la fracture sociale qui était en train de se dessiner. Le journal *Romania Muncitoare* titra dans le numéro du 11-18 mars « La Roumanie ouvrière et les révoltes paysannes. Appel aux travailleurs, aux paysans, et aux étudiants », ce qui révélait l'incitation à la solidarité de classe soulignée par les socialistes. La motion votée révélait combien le discours socialiste de l'époque, formulé dans l'émotion des événements, était pétri de contradictions mais aussi d'un imaginaire inspiré, ouvrant une fenêtre sur un avenir souhaitable⁴⁰.

L'existence juridique des paysans, entre droit et revendications : les « répertoires d'action »

La rationalisation récente de l'État avait eu pour conséquence à la fois l'apparition de lieux incarnant le pouvoir à l'échelle locale, et en particulier les préfetures, et la prise de conscience chez les paysans de la notion de droit. À mesure que l'État de droit s'imposait, dans les cadres de la Constitution de 1866 et des corpus de lois, il donnait

37 Christian Rakovski fut un socialiste révolutionnaire roumain qui participa aux nombreuses grèves ouvrières en Roumanie à partir de 1905. Il lança cette même année le journal *Romania Muncitoare* (*La Roumanie ouvrière*), porte parole du mouvement syndicaliste révolutionnaire en Roumanie. En 1907, il fut le correspondant de la révolte paysanne pour le journal de Jean Jaurès, *L'Humanité*, et témoin direct de la répression en qualité de médecin militaire de réserve. D'origine bulgare, il fut illégalement déchu de la nationalité roumaine fin 1907 par le gouvernement roumain, suspicieux de son activité révolutionnaire. Il ne la récupéra qu'en 1912, à l'issue d'une longue bataille juridique.

38 *Documente din istoria miscarii muncitoresti din Romania 1900-1909* (Documents de l'histoire du mouvement ouvrier en Roumanie, 1900-1909), ed Politica, Bucarest, 1975, p. 527.

39 Ils cédèrent d'ailleurs la place aux libéraux conduits par Dimitrie A. Stourdza, le 12 mars 1907.

40 « Motion adoptée par les travailleurs de Bucarest lors du meeting de solidarité avec la paysannerie révoltée, le 11 mars 1907 », dans *Romania Muncitoare*, anul III, seria a II-a, nr. 3, 18-25 mars 1907, publié dans *Documente din istoria miscarii muncitoresti din Romania, 1900-1909*, Institutul de studii istorice si social-politice de pe linga C.C. Al P.C.R., editura politica, Bucuresti, 1975, pp. 526-527 (ma trad.).

41 La constitution de 1866, copie conforme de la constitution libérale belge, fut adoptée comme loi fondamentale scellant l'union des deux principautés moldaves et valaques dans la monarchie constitutionnelle.

aussi naissance à des sujets de droit, qui se revendiquèrent comme tels. Les méthodes d'approche du sociologue américain Charles Tilly concernant les mouvements sociaux, considérés comme des objets de recherche à travers la classification de leurs « répertoires de contestation »⁴², apportent à cet exposé quelques pistes utiles.

On a bien souvent alimenté, pour décrire ces jacqueries, l'imaginaire du paysan hirsute, violent et barbare, venu dévaster les greniers des intendants, terroriser les propriétaires terriens et dévaler sans prévenir avec fourches et gourdins (de nombreux témoignages dans les journaux et dans les archives de police mentionnent l'emploi des gourdins par les paysans pour terroriser leurs employeurs) dans la tranquillité des villes. Cependant une étude plus minutieuse des sources nous apprend que si les dévastations et la mise à feu étaient un moyen d'action des paysans, les jacqueries prenaient des formes multiples, les modes de pressions à l'égard des autorités se diversifiant avec la modernité. Parmi les outils de contestation, on note les pétitions et les rassemblements adressés aux administrations locales. En effet, les paysans se tournèrent vers les instances qui incarnaient les principes du droit, dans un rapport de force souligné par le nombre et les effets de masses. En février 1907, le journal *Vointa Nationala* relatait comment des groupes de paysans venaient interpellier les préfets de leur commune respective afin que ceux-ci régissent les conditions d'accès à la terre⁴³ ou qu'ils expulsent tous les étrangers, rendus responsables de l'accaparement des terres, ou enfin qu'ils réduisent le prix de la terre à « 25 lei Falcea »⁴⁴. De même, le consul de France à Galati témoignait de manifestations de groupes de paysans, entrant dans les villes et se présentant aux autorités locales pour demander au préfet du département d'augmenter leur salaire quotidien⁴⁵. On voit bien comment les structures de l'État moderne, visibles à l'échelle locale dans l'institution des préfetures, jouèrent un rôle fondamental de cible dans la formulation de la contestation. Et, par ailleurs, elles furent aussi le relais nécessaire de la réponse armée de l'État moderne. Le même consul français témoignait que les 200 ou 300 paysans en quête de réponse préfectorale quant à leur salaire se virent tirer dessus par une compagnie de chasseurs, recrutée sur-le-champ par le Préfet en question, ce qui fit 12 morts et 12 blessés.

Outre le regroupement sur les lieux du pouvoir dominant, les pétitions jouèrent également un rôle dans la prise de conscience d'une identité paysanne. Celles-ci s'adressaient aux instances supérieures du pouvoir, en l'occurrence au Premier ministre ou au ministre en charge de l'agriculture, et reflétaient également le contenu de la contestation paysanne. Elles permettaient aussi aux paysans de mettre en garde les autorités si celles-ci ne cédaient pas sur les revendications énumérées. Parmi celles-ci, la baisse du prix des terres, la modification de l'impôt qui se versait sous forme de dîme dans certaines régions, le rétablissement des pâturages ainsi que l'élimination

42 TILLY C., *La France contestée de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris, 1986.

43 Voir le numéro du 25 février. Les paysans de la ferme de M. Fisher se mobilisèrent à la Préfecture de Botosani.

44 Voir le numéro du 26 février. 300 paysans de la commune de Badeni se déplacèrent auprès de l'inspecteur de la commune.

45 MAE, note du consul Melon, NS., Doss 2, Doc. 102, n°8, 24 mars 1907.

des intermédiaires, les intendants, qu'on appelait les « arendasi »⁴⁶, et qui représentaient une véritable plaie spéculative pour la paysannerie⁴⁷.

Enfin, un troisième moyen d'action de la contestation paysanne se manifestait dans les associations de solidarité. Sous forme de guildes ou de syndicats, les paysans s'enquirent de résister au non-respect de leurs droits, dans des rassemblements ayant une forme juridique officielle. Ainsi, en avril 1888⁴⁸, au cœur des manifestations de paysans, la guilde des ouvriers agricoles de Iasi rattachée au parti ouvrier local déclarait dans une publication s'être réunie en vue de lutter aux côtés du parti ouvrier par la voix légale, pour le respect de leurs droits⁴⁹. De même, des syndicats de soutien aux petits agriculteurs virent le jour, à l'instar du syndicat agricole « Baraganul », fondé en 1902, dont les statuts révélaient que sa fondation avait pour objectif de contribuer au développement de l'agriculture, de l'économie rurale ainsi que de l'élevage des animaux, dans le soutien des petits paysans⁵⁰.

Ainsi, au cœur des jacqueries, restées dans les imaginaires collectifs comme des débordements sauvages et désorganisés, on assistait à des pratiques de revendications variées, en groupes organisés autour de motifs communs. Et pour les socialistes, la visibilité de ces revendications devait passer par la voie légale de la représentation, c'est-à-dire par le suffrage universel.

Le sujet de la représentativité dans la motion des socialistes

Une des revendications de la motion adoptée par les socialistes le 11 mars concernait l'introduction du vote communautaire direct, égal et secret sans distinction de nation, pour tous les sujets de l'État roumain âgés de plus de 21 ans. Cette mesure était certainement celle dont la dimension utopique était la plus palpable. En effet, elle se référait au système censitaire qui régissait le mode d'élection dans lequel les paysans, faisant partie du quatrième collège du corps électoral, avaient la possibilité d'élire, par l'intermédiaire de représentants, un député par département. Mais, dans les faits, les représentants des paysans accédaient très rarement à la chambre, puisque les procédures de délégations encourageaient bien souvent des pratiques de corruption, de chantage et de coterie, décrites par Ion Luca Caragiale dans une verve si savoureuse

46 Fermiers louant la terre aux grands propriétaires et chargés de l'intendance et de l'exploitation. Ni paysans, ni propriétaires, ces intermédiaires, devenus la cible des critiques, avaient pour principale occupation de spéculer sur l'exploitation de la terre. Ils employaient des paysans pour travailler sur les domaines qu'ils accumulaient et vendaient les grains à l'exportation à des firmes agro-alimentaires internationales, installées dans les ports de la mer Noire.

47 Pétition sous forme de télégramme, signée par les 400 habitants de la commune de Mizil dans le département de Buzau, adressée au Premier ministre Dimitrie A. Sturdza, dans ROLLER, M., *Rascoala taranilor din 1907*, editura de stat, Bucarest, 1949, pp. 23-25.

48 Les soulèvements de 1888 font partie de ces révoltes qui rythmaient la vie des campagnes de manière endémique depuis l'adoption de la réforme agraire.

49 Cette déclaration fut signée par tous les membres de la guilde, environ 300 personnes, « Muncitorul » (l'Ouvrier), 14-23 avril 1888, déclaration reproduite dans *Documente ... 1879-1892*.

50 *Statutele sindicatului agricol « Baraganul »* (Statuts du syndicat agricole « Baragan »), Bucarest, 1902.

qu'il n'est rien à ajouter :

Les deux partis soi-disant historiques (...) ne sont en réalité que des factions possédant chacune non pas des partisans mais sa clientèle. [...] La clientèle (...) n'est que la plèbe incapable de travailler et n'ayant d'ailleurs rien à travailler, petits commerçants et marchands de faubourg déchus, petits agitateurs dangereux des villages et des alentours des villes, agents électoraux batailleurs ; c'est ensuite le produit hybride des écoles de tous degrés, intellectuels semi-doctes, avocats et avocassiers, professeurs, instituteurs et cuistres, popes libres penseurs et défroqués, maîtres d'école illettrés – tous théoriciens de café ; puis à la suite, de hauts fonctionnaires et de petits commis, amovibles pour la plupart (...) ⁵¹.

Dans ces conditions, évoquer le vote direct, égal et secret était un pavé jeté dans la mare de la modernité.

Devenu l'un des principaux chevaux de bataille des socialistes après l'adoption de la Constitution qui garantissait la construction d'un État-national libéral mais pas démocratique, le suffrage universel ne fut adopté en Roumanie qu'en 1919. Dès 1886, C. Dobrogeanu-Gherea avait exposé cette revendication dans un texte qui jeta par la suite les bases des programmes socialistes en Roumanie, « *ce vor socialisti* » (« que veulent les socialistes ») ⁵².

99

Les dévastations paysannes : des pratiques coutumières à l'assaut de la modernité

En 1907, la « question paysanne », selon l'appellation que ces conflits finirent par endosser dans les discours y afférant, était la principale question sociale accompagnant le processus de modernisation de l'État roumain. Plusieurs fois déjà depuis l'indépendance de la Roumanie, l'encre avait coulé lors de ce type de soulèvements ruraux, gérés par les autorités à mi-chemin entre la répression et les réformes. Le déclenchement des colères se manifestait donc de manière cyclique, et pour différentes raisons. Souvent les mauvaises récoltes, dues aux intempéries, formaient le terreau des contrariétés. Les rébellions éclataient d'ailleurs au moment de la signature des contrats agricoles, en début de saison, quand les paysans buttaient sur les réticences des propriétaires et des intendants à négocier leurs contrats. Quand la coupe était pleine, et que les négociations s'annonçaient bloquées, les paysans avaient l'habitude de se déplacer en groupes afin de dévaster les greniers et les manoirs des propriétaires terriens et des fermiers, de piller ce dont ils avaient besoin, terrorisant ces derniers. On retrouve toutes sortes de témoignages détaillant les pratiques audacieuses de la jacquerie. Les socialistes donnant un contenu revendicatif à ces pratiques,

51 CARAGIALE Ion Luca, *L'Effroyable suicide de la rue de la Fidélité, Héros-Limite*, Genève, 2012, p. 251.

52 DOBROGEANU-GHEREA C., « Ce vor socialistii romîni , expunerea socialismului stiintific si programul socialist », dans *Revista sociala*, n°8, 9, 10, 11, 1886, articles regroupés dans une brochure publiée à Iasi, édition H. Goldner, 1886.

mettaient le doigt sur les cibles visées, celles qui cristallisaient les insuffisances de l'État moderne. Et l'exemple tragique de ce que firent endurer les paysans au propriétaire Virgil Tirnoveanu, de Valea-Stanciului (département de Dolj), rapporté par Christian Rakovski, est révélateur non seulement des sentiments de vengeance qui motivaient les soulèvements mais aussi de la volonté de montrer l'ampleur des injustices concernant la gestion des terres : « après l'avoir tué, ils lui emplirent la bouche de terre : — tu en voulais beaucoup, durant ta vie, se seraient-ils écriés, manges-en maintenant à satiété⁵³ ». Un autre témoin de l'atmosphère qui régnait en 1907, Panait Musoiu, fut également soucieux d'en rapporter le déroulement dans sa publication de critique sociale, *Revista Ideei*⁵⁴. Il publia toute l'année 1907 des récits en provenance des provinces dans lesquelles l'atmosphère de révolte imprégnait les pratiques de la contestation : la dévastation des terres, le pillage et l'incendie des maisons, des greniers et des écuries des propriétaires. Les révoltés forçaient les caves et les greniers, pillaient le vin et vidaient les réserves. Ils emportaient le mobilier et les habits des propriétaires, réduisaient en miettes et en cendres des richesses accumulées depuis des générations, les villas somptueuses, richement aménagées et entourées de vignes et de vergers dont les paysans n'avaient jamais pu goûter les fruits. Ailleurs, ils détruisaient les registres des intendants, qui étaient devenus l'une des cibles des paysans. En effet, ces registres fixaient leurs conditions de travail ainsi que le prix des terres qu'ils travaillaient en location. Ils symbolisaient à la fois la dîme que les paysans devaient verser à la fin des récoltes et, de manière générale, les impôts qui pesaient sur leurs revenus, qu'ils soient en liquidité ou en nature.

En Moldavie, l'accaparement des terres par le puissant fermier Moshi Fisher, qui gérait la plupart des terres arables de la région et n'était pas particulièrement réputé pour son esprit de conciliation à l'égard des contrats de location des terres, fit couler encre et sang en 1907. Devant le maintien du prix des contrats agricoles, les paysans s'en prirent à ceux qu'ils considéraient comme responsables de leurs frustrations.

C'est dans ces conditions que les deuxième, troisième et quatrième revendications de la motion du 11 mars 1907 concernaient d'une part la disparition de la classe des fermiers intermédiaires, les intendants des terres, devenus la cible des colères, d'autre part la limitation par la loi de la superficie de mise en fermage de la terre, fixée par une commission mixte selon le prix réel de la terre, et enfin la révision des lois qui régissaient la location des terres.

Le système de gestion des terres vue par les socialistes : retour sur les conséquences d'une réforme agraire inadaptée

Ces revendications concernaient le système de gestion des terres, issu de la réforme agraire de 1864, qui avait supprimé le servage et organisé la distribution de la terre

53 RAKOVSKI Christian, *La Roumanie des Boyards*, V. Giard, et E. Brière, Paris, Cercul de Editura socialista, Bucarest, 1909, p. 50.
54 Voir note n°35.

aux paysans. En effet, un an auparavant, la loi sur la sécularisation des biens des monastères avait mis à disposition de l'État environ un quart des terres du pays⁵⁵ qu'il destinait aux petits paysans. Afin de remplacer le statut de servage, la coalition gouvernementale libérale de 1866 avait également voté une série de lois spécifiques, régissant les rapports entre les propriétaires des terres ou leurs intendants et les paysans, les « tocmelile agricole »⁵⁶. Ainsi, les paysans ne devaient pas seulement subir les conditions chaotiques d'accès à la propriété qui n'avaient par ailleurs pas amélioré leurs conditions de vie ; ils devaient aussi s'accommoder de ces contrats agricoles spécifiques qu'ils signaient avec les fermiers et qui ressemblaient de fait à des sortes de marchandages comprenant à la fois le contrat de location de la terre et les conventions entre les parties en général. En conséquence, et sans entrer dans le détail juridique de ces formes de contrats⁵⁷, la crispation se situait précisément dans les injustices que ces contrats inscrivaient dans le corps législatif, notamment parce qu'ils dérogeaient au code civil et au droit commun, perpétuant les pratiques féodales, tels que les contrats oraux, le salaire en nature, la pratique de la dîme ou du travail forcé. Et on comprend que toutes les crispations se tournèrent vers ceux qui étaient chargés d'administrer les terres conformément à ces lois. La figure honnie dans la littérature et parmi les observateurs de la campagne roumaine était incarnée par les intendants, ces *arendasi*. Ils étaient les intermédiaires, chargés de gérer la terre, qui entretenaient à la fois des relations avec les grands propriétaires, la noblesse locale, et avec les paysans. Dans le processus d'émancipation des paysans, ces intendants endossaient le rôle de l'exploitant, de l'opportuniste, du nouveau riche.



Răscala din 1907, tableau d'Octav Băncilă, Musée d'Histoire de Bucarest.

Il y avait dans cette motion votée par les socialistes en plein bouleversement du printemps 1907, le désir de réaffirmation d'une société de droit promise par les principes de modernisation de l'État. Si les revendications formulées par les socialistes avaient pour intention de porter la parole des paysans au Parlement, certains aspects de la contestation entraient difficilement dans les cadres de la doctrine, qui, dans les termes marxistes de la Deuxième Internationale, demeurait relativement ambiguë à l'égard des mouvements paysans.

55 GIORDANO Christian, « Réformes agraires et tensions ethniques en Europe centrale et orientale », dans *Études rurales*, n°159-160, 2001. p. 9.

56 Terme du droit féodal, il désigne un régime de lois sous lequel étaient régis les rapports entre les fermiers ou les propriétaires terriens et les paysans. Ces lois dérogeaient au code civil qui arbitrait en revanche les contrats de location des terres entre les propriétaires et les fermiers. Au-delà des accords entre les deux parties, il se référait de manière générale aux relations qui existaient entre le fermier et le paysan, rappelant l'Ancien Régime. Après la révolte paysanne de 1907, il fut remplacé par le terme « Invoiala » qui supposait davantage de réciprocité entre les deux parties.

57 Sur ce sujet, voir CERNEA E., *Criza drepturile in Romania la 1907* (la crise des droits en Roumanie en 1907), qui décrit le processus juridique de ces contrats agricoles entre les fermiers et les paysans dans son chapitre « contractul de arenda catre tarani » (« le contrat de location aux paysans ») : <http://ebooks.unibuc.ro/istorie/cernea/22.htm>

L'ambiguïté de la position socialiste à l'égard des paysans. L'adaptation de la doctrine dictée par le socialisme international aux réalités locales

Les socialistes de l'est confrontés à des problématiques communes : comment adapter les théories marxistes dans des pays non-industrialisés

102

La faim, l'insalubrité et la maladie constituaient le sort quotidien de la petite paysannerie au tournant du XX^e siècle dans les pays à composante principalement agraire. En effet, dans le reste de l'Europe orientale ainsi qu'en Russie, où l'émancipation des paysans s'était faite dans des conditions similaires, les campagnes souffraient du même état de pauvreté⁵⁸. Les jacqueries constituaient l'une des manifestations principales de la contestation et la question sociale la plus préoccupante, en cette fin de XIX^e siècle. En Russie, par exemple, la bureaucratie russe enregistrait l'augmentation des soulèvements paysans entre 1900 et 1904⁵⁹. La révolution de 1905 eut par ailleurs des échos importants dans les campagnes russes, mobilisées notamment par les socialistes révolutionnaires qui avaient déployé une importante propagande depuis les années 1890 et parvinrent à organiser la paysannerie en une *Union Centrale Paysanne* au cours de l'été 1905. Cette Union de paysans et de révolutionnaires revendiquait la nationalisation des terres ainsi que le suffrage universel⁶⁰. Elle était répartie en petits comités locaux dans les campagnes, gérés par les socialistes révolutionnaires. Enfin, les paysans de la région du Goulai Poulé, région agricole de l'Ukraine où des organisations de paysans révolutionnaires, autour de Nestor Machno, furent à l'origine de la création d'une commune autonome après la Première guerre mondiale, se soulevèrent au printemps 1907⁶¹, mettant au cœur de leurs révoltes leurs conditions de vie misérables, que ni l'État moderne ni les réformes agraires n'étaient parvenus à solutionner. En dehors de ces expériences socialistes qui voyaient dans la paysannerie le terreau de la révolution, le point de crispation dans la doctrine menée dans les cadres de la Deuxième Internationale par les théoriciens marxistes, concernait le rôle des paysans dans la construction de la société du futur. Et au cœur de cette crispation, se trouvait la notion de propriété privée.

La propriété privée au cœur de la confusion

La première revendication énoncée dans la motion des socialistes roumains déjà

58 Sur ce sujet, voir l'étude de GIORDANO, Christian, *op. cit.*

59 Entre 1900 et 1904, elle nota 670 révoltes. La réforme agraire de 1861 en Russie avait eu les mêmes effets qu'en Roumanie. L'abolition du servage et l'introduction de la petite propriété privée avaient favorisé l'exploitation en trusts et la concentration des terres entre les mains d'une minorité, voir GIRAULT, R., FERRO, M., *De la Russie à l'URSS*, Nathan, Paris, 1989, p.8. D'autre part, les jacqueries paysannes, notamment en Russie, sont mentionnées dans les articles des *Temps nouveaux*. Voir les numéros du 21 juin 1902 et du 4 août 1906.

60 *Ibid.*, p. 86-87

61 Voir le documentaire réalisé par CHATELAIN Hélène, « Nestor Makhno, paysan d'Ukraine », 13 Production et La Parole Errante, 1996.

mentionnée concernait la propriété privée. Puisqu'il était impossible de gagner « une paix réelle sans toucher directement à la propriété, nous demandons [...] la reprise de tous les domaines détenus par des propriétaires sans actes de propriété »⁶². Au congrès de fondation de la Deuxième Internationale, qui avait eut lieu 18 ans auparavant à Paris (juillet 1889), les délégués socialistes roumains rappelaient qu'ils avaient proposé à leur Parlement le transfert des domaines appartenant à l'État vers les communes, et de manière générale vers les coopératives destinées à travailler la terre en commun⁶³. Pour ces derniers, la petite propriété privée n'était qu'une illusion à la merci des grands propriétaires et aggravait la situation des paysans plutôt qu'elle ne la résolvait. Le rapport que communiquèrent les délégués socialistes roumains lors de ce Congrès International insistait sur l'unique solution qui émanciperait les paysans de Roumanie : la transformation de la propriété individuelle en propriété collective. Et ce propos reprenait le même programme évoqué ci-dessus, proposé par Constantin Dobrogeanu-Gherea, qui préconisait le passage de propriétés de l'État sous la gestion des communes par le rachat progressif des grandes propriétés par les communes. Il tentait d'adapter les théories marxistes concernant le retour aux formes primitives de propriété collective pour les pays à dominante rurale, à la société roumaine. Sur ce sujet, les socialistes roumains rencontraient des difficultés auprès des paysans, qui n'envisageaient pas de revenir aux formes primitives d'exploitation de la terre, et qui semblaient plus sensibles aux possibilités d'accès à la propriété par le crédit, contracté auprès des banques populaires⁶⁴. Et au moment de la révolte de 1907, le nœud de la question paysanne semblant se trouver dans la notion de propriété privée, les socialistes roumains parvinrent difficilement à manier cette notion dans un langage à la fois fidèle au socialisme international et satisfaisant pour les paysans qu'ils prétendaient représenter.

Cette difficulté à définir un modèle socialiste au cœur de la modernité roumaine reposait également sur le fait que le contenu même de cette modernité, moulée sur la Constitution de 1866 et le code civil, manquait de cohérence dans son établissement. En effet, le code civil roumain, reproduisant le code civil français de Napoléon, définissait la propriété privée comme « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements »⁶⁵. Cette notion de propriété privée s'adaptait difficilement aux pratiques féodales de droit d'usage dont bénéficiaient les paysans en servage sur les terres latifundiaires. Et quand la réforme agraire d'août 1864⁶⁶ prévit la distribution de la terre aux paysans tout juste émancipés du statut de servage, les grands propriétaires terriens inquiétés par l'éventualité d'une expropriation de leurs terres furent rassurés

62 Ma trad.

63 « Rapport des socialistes roumains au Congrès de fondation de la Deuxième Internationale à Paris, 14-21 juillet 1889, in *Documente... 1879-1892*, pp. 619-621.

64 Selon l'*Annuaire statistique de la Roumanie, impremeria statului*, Bucuresti, 1912, p. 212-213, en 1905, il y avait 235 banques populaires réparties dans le royaume de Roumanie.

65 Art. 544 du code civil français.

66 La réforme agraire est votée le 25 août 1864 par le gouvernement de Mihail Kogalniceanu sous le règne du prince Al. Ioan Cuza.

par l'introduction dans la Constitution de 1866 de l'article 19, qui conférait non seulement un caractère « sacré » et « inviolable » au droit de propriété, fidèlement aux principes de la Déclaration française des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, mais restreignait aussi l'expropriation aux seules nécessités d'utilités publiques, c'est-à-dire aux impératifs de salubrité et de défense du pays. Ainsi, la Constitution garantissait aux boyards de Roumanie la pérennité de leurs propriétés foncières, donnant à toute tentative de réforme agraire qui aurait concerné le droit de propriété un caractère anticonstitutionnel.

Dans ces conditions, on comprend le compromis des socialistes sur cette question, préconisant à la fois le travail des paysans dans le cadre des propriétés collectives, mais n'attaquant pas directement la propriété privée. Par ailleurs, et malgré le soutien adressé aux paysans dans la défense de leurs droits, pour les socialistes de l'époque influencés par la pensée marxiste, les paysans demeuraient une force arriérée, trop nombreuse pour être contrôlable.

Le point de vue des socialistes révèle, malgré des conflits de doctrine et des interrogations liées à la fois à la difficulté d'adapter le modèle socialiste international à la Roumanie et à la difficulté d'introduire le socialisme dans les cadres de la modernité, une certaine continuité dans leurs revendications. Si les élites socialistes craignaient les aspects chaotiques des soulèvements paysans et appelaient sans cesse ces derniers à contester dans les cadres de la légalité, à l'occasion du printemps 1907, elles inscrivaient leur discours dans le processus de modernisation, *via* leurs revendications programmatiques à l'égard des paysans.

Bibliographie indicative :

CARAGIALE, Ion Luca, *L'effroyable suicide de la rue de la Fidélité*, Genève, Héros-Limite, 2012.

DURANDIN, Catherine, *L'histoire des roumains*, Paris, Fayard, 1995.

RIOT-SARCEY, Michèle, *Le réel de l'utopie, essai sur le politique au XIX^{ème} siècle*, Paris, Albin Michèle, 1998.

ROSETTI, Radu, *De ce s-au rasculat taranii*, (pourquoi les paysans se sont-ils révoltés ?), Eminescu, 1987.

TODOROVA, Maria, « The trap of Backwardness : Modernity, Temporality, and the study of Eastern European Nationalism », dans *Slavic Review*, Vol. 64, n°1 (spring 2005).